



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente...

• (Page 07)

40 milliards évaporés

Séoul va demander l'extradition du fondateur de la cryptomonnaie Terra

La Corée du Sud va demander l'extradition de Do Kwon, le fondateur de la cryptomonnaie Terra, accusé de fraude, après son arrestation ...

• (Page 08)

Crise humanitaire

Une personne sur deux, peine à se nourrir en Haïti

Selon l'ONU, la famine guette près de 5 millions d'Haïtiens, l' ...

• (Page 08)



Togo / Economie sociale et solidaire

• (Page 03)

Activité portuaire

Le port d'Abidjan accueille le plus grand navire de croisière de son histoire

La destination Côte d'Ivoire est de plus en plus prisée par les tours opérateurs ...

• (Page 02)

Coopération économique

Le Togo intéresse des investisseurs canadiens

Le Togo accueille du 20 au 23 mars 2023 une délégation d'opérateurs économiques de la Province du Nouveau Brunswick (Canada).

• (Pages 04)

Dirigeants du secteur public

Le Commonwealth lance une plateforme d'apprentissage de l'IA

En 2018, le Commonwealth a adopté un programme visant à développer l'économie numérique dans ses pays membres...

• (Page 06)

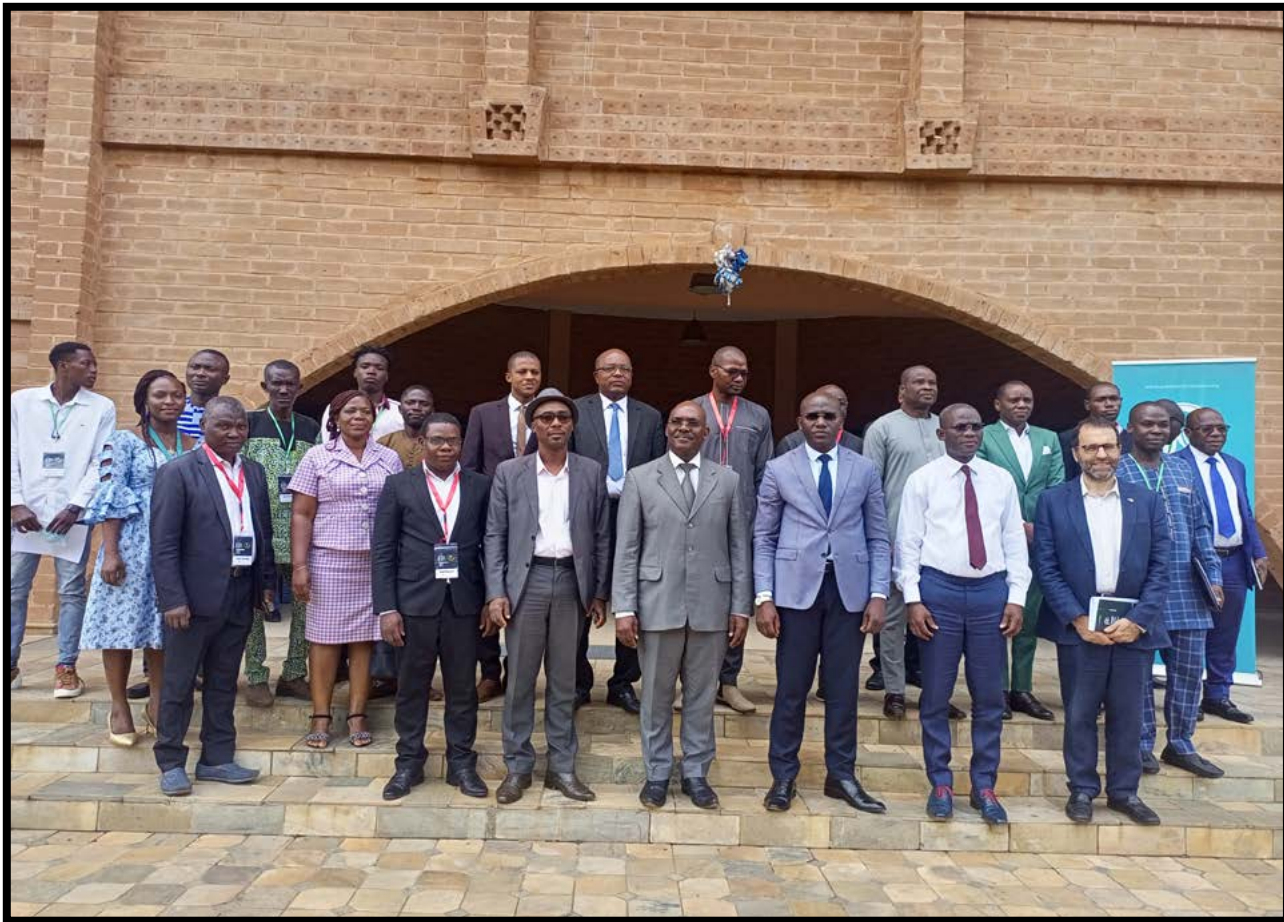
Gestion des conflits homme-faune

Les acteurs du parc national Fazao Malfakasa en formation à Blitta

Des communautés riveraines et gestionnaires du parc national Fazao-Malfakassa sont ...

• (Page 11)

Communes et jeunesse au menu du Fecossol



Togo / Mise en service du nouveau marché de Kpalimé

• (Page 04)

2000 places assises pour les commerçants

FONi 2023

SPONSOR OFFICIEL
AFRIK
CRÉANCES

2^E ÉDITION

FORUM INTERNATIONAL
DE L'INTERMÉDIATION,
DU NUMÉRIQUE ET DE
L'INNOVATION



02-05
MAI 2023

HOTEL
02 FÉVRIER
LOME - TOGO

Thème

L'intermédiation et les innovations
technologiques dans les dynamiques
de l'inclusion financière »

(228) 93 03 36 36
(228) 97 67 30 30
(228) 22 20 38 41

support@foni.africa
www.foni.africa

Activité portuaire

Le port d'Abidjan accueille le plus grand navire de croisière de son histoire

La destination Côte d'Ivoire est de plus en plus prisée par les tours opérateurs maritimes, et attire de nombreux visiteurs friands de croisières touristiques. Le ZUIDERDAM, un magnifique paquebot de l'armateur HOLLAND AMERICA LINE, a accosté au port d'Abidjan le dimanche 26 mars 2023, avec à son bord 2 128 personnes, dont 1 364 passagers et 764 membres d'équipage.

● Nicole ESSO

Beattant pavillon hollandais, ce géant des mers de 11 étages, est à ce jour le plus grand bateau de croisière accostant au port d'Abidjan. Il est long de 286 m, large de 32 m, avec un tirant d'eau de 8 m. En provenance de Takoradi au Ghana et avec comme point de départ le port de Fort Lauderdale en Floride le 15 décembre 2022, le navire de croisière effectuera après l'escale abidjanaise d'une journée, plusieurs autres, successivement à Banjul (Gambie), Dakar (Sénégal), Santa Cruz de Tenerife et Arrecife (Espagne) ; avant de terminer sa course à Agadir au Maroc, le 04 avril 2023. Cette longue escale à Abidjan a été l'occasion pour les passionnés d'aventure, de partir à la découverte des nombreux sites touristiques dont regorge la Côte d'Ivoire. Ce sont ainsi plusieurs circuits touristiques aussi riches les uns les autres, qui ont été proposés à 700 passagers, par



Sea Invest Shipping Agency (SISA) Côte d'Ivoire, l'agence en charge d'organiser ces visites. Les passagers ont pu s'imprégner du riche patrimoine culturel ivoirien, en visitant le village artisanal de Treichville, le musée des civilisations de Côte d'Ivoire et la Cathédrale Saint Paul du Plateau, les plages et le musée national du costume de Grand-Bassam, mais également en effectuant des randonnées pédestres dans la forêt du Banco sur la route de Yopougon et au jardin botanique de Bingerville. Ce navire à l'architecture interne aussi bien moderne que contemporaine, met à la disposition des passagers,

des services aussi divers que variés : des restaurants spécialisés pour les fins gourmets amoureux des cuisines américaine et italienne, des dancing, karaoke, gallery et piano bars, des terrasses, des salles d'achat d'art, des vérandas, des piscines couvertes ; et sur le train supérieur du navire, un terrain de basket dédié à l'équipage, de même qu'une piscine ouverte, qui offre une vue des plus belles sur la ville d'Abidjan et les infrastructures modernes du port d'Abidjan. L'accostage régulier de ces bateaux de croisière, dénote non seulement de la qualité des infrastructures et des services qu'offre la plateforme portuaire d'Abidjan, mais aussi de la sécurité et de la sûreté des eaux ivoiriennes. Depuis sa mise en service en 2002, le ZUIDERDAM a effectué à ce jour 784 croisières à travers le monde. Pour rappel, l'agence SISA, est quant à elle, à son troisième paquebot affrété sur Abidjan. Le dernier en date fut le M/S ZAANDAM, en décembre 2022.



Image du jour



Le Secrétaire Général du District Autonome du Grand Lomé, Tagba Ataféyinam TCHALIM, s'est entretenu, ce lundi 27 mars 2023, avec l'Ambassadeur de Chine au Togo, SEMI Chao Weidong, sur la redynamisation de la coopération entre les villes chinoises et la ville de Lomé.

AUX DECIDEURS...

Quand les banques font faillite, les facteurs en jeu

Les banques sont à nouveau dans l'actualité. Deux faillites bancaires aux États-Unis et le rachat forcé de Credit Suisse par UBS en Suisse ont déclenché les pires turbulences dans le secteur bancaire depuis la crise financière de 2008. On parle de manque de confiance, d'effondrement de la confiance, de contagion et de risque systémique. Jannie Rossouw explique pourquoi ce sont des concepts qui valent la peine d'être compris.

Tout le principe de la banque repose sur la confiance. Les clients déposent de l'argent auprès des banques pour recevoir des intérêts et espèrent que leurs dépôts seront remboursés à l'échéance. Les banques prêtent de l'argent aux emprunteurs, espérant que les prêteurs paieront les intérêts sur les fonds empruntés et rembourseront le capital emprunté conformément aux accords de prêt.

Les membres du personnel travaillent dans des banques, confiants dans la capacité de l'institution à payer les salaires et à fournir d'autres avantages convenus. Les superviseurs bancaires sont convaincus que leurs modèles et leurs mécanismes de contrôle déclencheront en temps opportun des avertissements sur la liquidité, la solvabilité et les autres risques auxquels est confrontée toute banque.

Les actionnaires d'une banque fournissent le capital permanent de l'institution, sur la base de la confiance que leur investissement augmentera en valeur et leur versera des dividendes au fil du temps.

Toute cette confiance repose sur la capacité des institutions bancaires à gérer les risques de manière appropriée. La base même sur laquelle opèrent les banques est risquée. Les banques sont exposées à divers types de risques qui peuvent contribuer à la faillite. C'est là que la confiance est importante.

Les banques acceptent des dépôts à court terme et les convertissent en emprunts à long terme. La durée du prêt est plus longue que la durée du dépôt (également appelé financement). Par conséquent, si tous les déposants sont effrayés et perdent confiance dans la capacité de la banque à protéger leur argent, ils pourraient commencer à exiger le remboursement de leurs dépôts le même jour. Une banque ne peut tout simplement pas répondre à une telle demande de retraits simultanés.

Le risque de liquidité peut également apparaître lorsque la valeur des actifs des banques baisse. Les actifs d'une banque sont les prêts consentis au public. Les défauts de remboursement de ces prêts nécessitent des radiations. Cette érosion de la valeur des actifs peut déclencher des risques de liquidité et de solvabilité.

Silicon Valley Bank aux États-Unis a investi massivement dans des obligations d'État. Lorsque les taux obligataires augmentaient, la valeur en capital des obligations détenues par la banque diminuait. Cela a entraîné une pénurie de liquidités et une crise de solvabilité.

Une fois que des risques suffisants sont déclenchés, une banque se heurtera à de graves difficultés financières. Il pourrait ne pas survivre, car la confiance sera brisée. Dans de telles circonstances, les autorités désignent un curateur pour gérer les affaires de la banque. Un conservateur gèrera soit une banque en bonne santé, soit mettra fin à ses activités et fermera la banque.

Au cours des dernières semaines, il y a eu à nouveau un risque de contagion après l'apparition de problèmes à la Silicon Valley Bank et au Credit Suisse en Suisse. Dans les deux cas, les régulateurs sont intervenus pour contenir les craintes concernant le système bancaire. Il a été convenu que Credit Suisse serait vendu à UBS, une autre banque suisse. L'annonce de cette vente contenait des craintes de contagion.

Le risque systémique est lié à la contagion. C'est le risque d'une panne d'un système entier plutôt que l'échec d'une institution individuelle. Un exemple typique est celui où la faillite d'une banque individuelle entraîne la faillite d'un plus grand nombre de banques, puis la faillite du système bancaire, puis la faillite de l'ensemble du système financier.

L'Afrique est un vaste continent de 54 pays. Les pays africains se trouvent également à des niveaux de développement économique très différents. Il est donc impossible de se prononcer sur la solidité du système bancaire du continent.

Midas Tigossou

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km²	21,7 km²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Togo / Economie sociale et solidaire

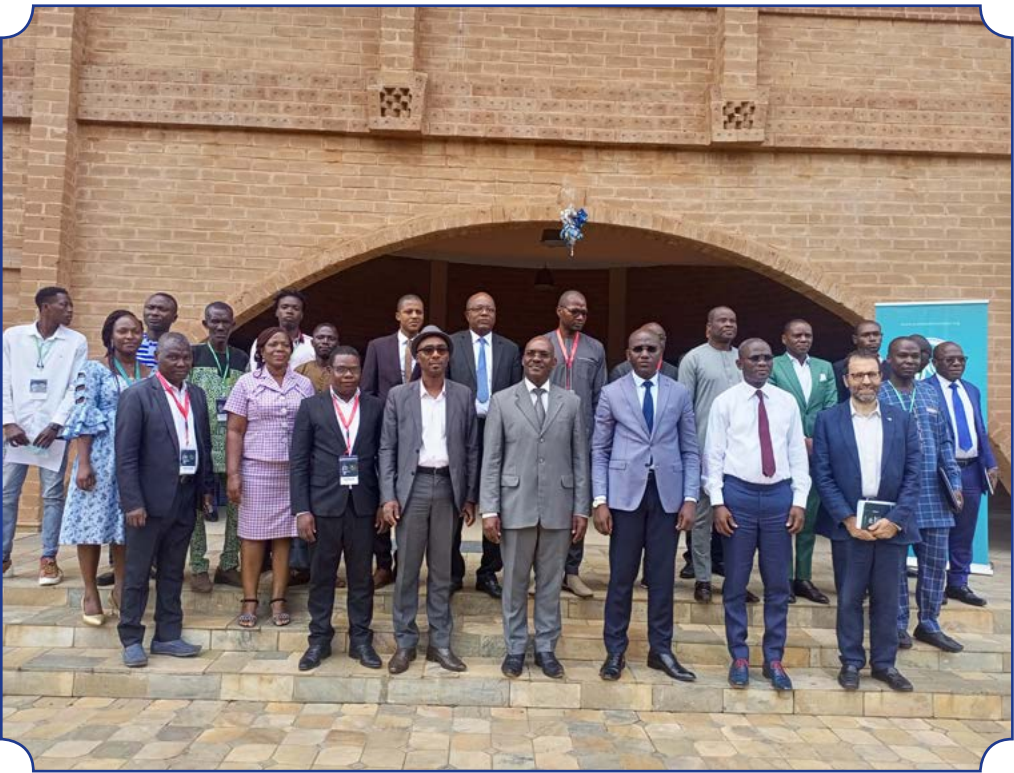
Communes et jeunesse au menu du Fecossol

La deuxième édition du forum de l'économie sociale et solidaire (Fecossol) veut réunir les deux acteurs majeurs que sont les communes et la jeunesse. Parce que selon les organisateurs, l'économie sociale et solidaire est une économie qui est ancrée dans les collectivités mais portée par les jeunes.

• Hélène MARTELOT

La deuxième édition a démarré à Lomé, le 27 mars et va prendre fin le 29 mars 2023 avec pour thème : « Rôle des collectivités territoriales dans l'ESS au Togo. Quels mécanismes de financement alternatifs et innovants des acteurs ? ». Ce thème va être développé en plusieurs sous-thèmes notamment le financement de l'économie locale et des collectivités territoriales: quelles sont les modalités, stratégies et contraintes ?, comment faciliter l'accès des entités de l'économie sociale et solidaire à des services financiers au moyen d'instruments innovants et spécifiques ?, entrepreneuriat des jeunes et emploi décent : un changement de paradigme grâce à l'ESS ?, et la croissance inclusive et participation des groupes vulnérables (femmes et personnes âgées) dans les chaînes de valeurs : Zoom sur l'entrepreneuriat inclusif au Togo. D'après Mawuko Ekuhoho, président du comité Fecossol, ils veulent proposer des solutions de financement aux ac-

teurs de l'économie sociale et solidaire et ce, à travers toutes les communications qui vont meubler cette édition. « Toutes les communications vont tourner autour du thème principal. Quand on parle des acteurs, il y a des acteurs au niveau du secteur politique, du secteur privé et de la société civile. Nous allons nous focaliser plus sur le financement des acteurs du secteur privé qui sont ancrés dans l'économie sociale et solidaire », a-t-il indiqué. A en croire Jean Paul Betchem Meynick, secrétaire permanent du réseau des maires camerounais pour l'économie sociale et solidaire, le Cameroun a une certaine expérience dans l'économie sociale et solidaire. « En termes de législation, on a un cadre législatif, une loi cadre pour l'économie sociale et solidaire et des décrets sur la structuration et l'enregistrement des organisations de l'économie sociale et solidaire. On a un réseau des maires dédié spécialement à la question de l'économie sociale et solidaire qui compte actuellement 251 communes membres. On a aussi un ré-



seau des parlementaires sur l'économie sociale et solidaire qui regroupe des députés et des sénateurs. Il y a un ministère dédié spécifiquement depuis 2006, à l'économie sociale et solidaire qui est le ministère de l'artisanat et l'économie sociale », a témoigné M. Betchem Meynick. Il souligne que l'économie sociale et solidaire permet le développement des communes. « A travers la structuration au niveau des chacune des communes, des

réseaux locaux d'économie sociale et solidaire naissent et la structuration horizontale permet d'avoir des organisations et entreprises de l'économie sociale et solidaire qui mènent des activités dans ces territoires et créent de la richesse localement », a-t-il affirmé en ajoutant que ça permet aux communes d'avoir des recettes additionnelles pour financer le développement économique local.

Echanges et de par-

tage d'expériences

Le forum de l'économie sociale et solidaire, ce sont des journées de rencontre, mais aussi un cadre idéal d'échanges et de partage d'expériences, de pratiques, de visions et politiques, en termes de projets ou programmes nationaux de développement durable. Ceci, dans le but de promouvoir une économie inclusive source de création d'em-

ploi durables où le profit est en réalité ce qui profite aux collectivités pour les rendre meilleures. C'est un événement qui vise à amener les participants à un fort niveau d'engagement autour des enjeux sociaux et environnementaux pour faire ensemble, faire plus et faire mieux initiée au Togo. Le Fecossol contribue à la visibilité des acteurs locaux de développement durable et facilite la mise en relation des entrepreneurs sociaux et financeurs d'impacts. C'est une initiative qui ambitionne de devenir chaque année un rendez-vous des acteurs de l'économie sociale et solidaire dans 17 pays d'Afrique. L'objectif de ce forum est de promouvoir l'entrepreneuriat social et les initiatives économiques locales, rendre visible les acteurs et professionnaliser les pratiques, renforcer l'engagement des jeunes autour des enjeux sociaux et environnementaux et monitorer la mise en œuvre des projets et programmes à caractère économique, social ou environnemental au niveau local.



Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Source : FMI - World economic outlook - dernières données disponibles - (e) estimation

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100 %.

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Togo / Mise en service du nouveau marché de Kpalimé

2000 places assises pour les commerçants

Le Premier ministre, Victoire Tomégah-Dogbé a procédé le jeudi 23 mars 2023, au nom du chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé, à la mise en service officielle du marché de Kpalimé après des travaux d'extension. C'était au cours d'une cérémonie de remise de l'infrastructure marchande aux autorités locales en présence de la Présidente de l'Assemblée nationale, Yawa Djigbodi Tsègan.

● Nicole ESSO

Coupure du ruban symbolique et visite du marché ont marqué la cérémonie de mise en service du marché de Kpalimé dont les travaux réalisés offrent près de 2000 places assises pour les commerçants. Ils comprennent des magasins de stockage, des boutiques, des salles, des hangars de vente de charbon, la réhabilitation de l'ancien bloc administratif, des hangars transformés en boutiques, l'aménagement des voiries internes et parkings en pavé, des ouvrages d'assainissement, la clôture de tout le domaine du marché, des blocs sanitaires, la sécurité incendie et d'autres services connexes. Tout ceci, offre un cadre convivial pour les activités marchandes. Ces travaux ont été réalisés pendant 26 mois sous la direction de l'AGETUR-Togo. Cette infrastructure qui s'étend sur 10 hectares, a été réalisée avec l'appui



de la coopération allemande à travers la KFW dans le cadre de la phase 1 du Programme d'appui à la décentralisation (PAD 1). Pour l'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne au Togo, Mathias Veltin, ce programme vise à renforcer les villes secondaires notamment Kpalimé, Tsévié et Sokodé afin qu'elles deviennent des pôles de croissance et qu'elles contribuent à l'amélioration des conditions de vie des populations. Ceci, à travers la promotion des circuits économiques de proximité, le renforcement des capacités des administrations communales et la mise

en place et gestion pérenne d'un système innovant de suivi-évaluation par les citoyens. D'autres villes notamment, Aného, Atakpamé, Sotouboua et Kara sont prises en compte par le programme. Les populations bénéficiaires ont dans la liesse, témoigné leur gratitude au chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé pour la réalisation de ce joyau qui vient renforcer la position stratégique de la ville de Kpalimé dans les échanges commerciaux. Elles ont remercié le gouvernement et promis un bon usage de l'ouvrage qui leur permettra de mieux vendre leurs produits et de vivre de leurs revenus. « Nous saluons l'écoute attentive et permanente du chef de l'Etat qui permet de faire le bonheur des commerçantes et des commerçants. Preuve que la seule préoccupation du Président Faure Essozimna Gnassingbé, c'est le développement inclusif et participatif des communautés partout sur le territoire national. À l'issue des travaux d'extension, le marché de Kpalimé offre des commodités uniques aux usagers. », a déclaré au nom du gouvernement la Ministre de l'Action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation, Adjovi Lolonyo Apedoh-Anakoma.

Coopération économique

Le Togo intéresse des investisseurs canadiens

Le Togo accueille du 20 au 23 mars 2023 une délégation d'opérateurs économiques de la Province du Nouveau Brunswick (Canada). Dans le cadre des préparatifs, les points focaux des ministères concernés ont eu une séance de travail au siège de l'ANPE en vue d'une bonne organisation de cette mission. L'ambassadeur du Togo au Canada a aussi participé à cette séance de travail par webinaire.

La visite des opérateurs économiques de la province du Nouveau Brunswick vise à explorer les opportunités d'investissement au Togo et les pistes de partenariat dans divers secteurs d'activité socioéconomique du pays; en matière de main d'œuvre qualifiée; mais aussi de la migration professionnelle. La délégation a rencontré ce mercredi 22 mars 2023, des autorités gouvernementales des ministères, les organisations patronales et des opérateurs du secteur privé togolais. Au cours des échanges, présidés par le directeur général de l'ANPE, les acteurs togolais ont présenté les opportunités commerciales et d'investissement au Togo, ses atouts de l'investissement, le Climat des affaires, qui place le Togo parmi les meilleurs réformateurs en Afrique, les infrastructures stratégiques récentes, signe d'une économie en voie de modernisation, les avantages sectoriels économiques compétitifs, le secteur de l'énergie du Togo. Des atouts qui suscitent enthousiasme et adhésion de la délégation. « Cette visite des hommes d'affaires a pour but d'explorer des pistes de partenariat dans les secteurs clés d'activités socioéconomiques et en matière de main



d'œuvre et de migration professionnelle » a expliqué le directeur général de l'ANPE, Kossi Tsiglo. La délégation dirigée par Gaëtan Thomas, président directeur général du Conseil économique de la province du Nouveau-Brunswick se dit porteuse des attentes des opérateurs économiques et des entreprises de la Province, dans les secteurs portuaire, maritime, énergétique et minier. Il n'a pas caché sa joie de voir un Togo émergent, plein d'ambition, rigoureux et discipliné. « Vous avez des personnalités attachantes, accueillantes et vraiment un professionnalisme exemplaire. Je vois les potentiels, les opportunités de ce pays. C'est incroyable. Pour moi vous avez une vision pour la formation et aussi pour l'éducation des gens. L'avenir économique et écolo-

gique d'un pays passent par l'éducation » a mentionné M. Gaëtan Thomas. Pour M. Nassini Commi, directeur de l'Agence Education Développement « Ils sont venus découvrir les IFAD à travers l'agence éducation développement et ils étaient très fascinés, très content de découvrir ce que nous faisons au Togo à travers les IFAD. Nous leur avons présenté la vision du chef de l'État qui a conduit à la création des IFAD. Nous leur avons présenté comment se fait la formation dans les IFAD et la qualité des ressources humaines qui vont se dérouler de la formation dans les IFAD. À travers nos échanges nous avons découvert des gens très attentif et qui sont prêts à travailler dans un partenariat gagnant-gagnant avec le Togo en général ».

Elom T.

Décentralisation

Les communes Zio 2 et Ave 2 valident leur Plans locaux d'urbanisme

Au Togo, les communes de Zio 2 et Ave 2 dans la région maritime ont validé mercredi 22 mars 2023 leurs Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) lors d'un atelier à Kovié (à 30 km de Lomé) dans la commune de Zio 2, selon l'Agence Togolaise de Presse (ATOP).

Des représentants des ministères impliqués dans le projet et des chefs traditionnels ont pris part à la cérémonie de validation, notamment le directeur de cabinet du ministre en charge de l'Urbanisme, Dr Edoh Komla Théodore. Le projet est financé par la Banque Mondiale, avec l'appui technique du consortium CID/BETA. Les PLU constituent des outils opérationnels de planification du territoire, allant notamment dans le sens de la mise



sur pied de la carte foncière des deux communes. Leur mise en place a nécessité un diagnostic et une collecte de données, avec l'identification des potentialités de chacune des communes par les experts, et la définition des zones constructibles et

non constructibles. À terme, il s'agit d'encadrer l'évolution foncière et spatiale de ces communes dans la perspective de leur développement. Pour l'exécutif, le projet lancé depuis janvier 2022 pour ces deux communes s'inscrit dans le cadre des engagements du ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Réforme Foncière, vis-à-vis de la feuille de route gouvernementale 2020-2025.

Avec Togo First



Le Togo en chiffres										
Principaux pays partenaires du Togo										
Principaux clients (% des exportations)	2020				Principaux fournisseurs (% des importations)	2020				
Burkina Faso	13,8				Chine	20,3				
Mali	13,0				France	8,6				
Bénin	10,0				Inde	7,5				
Niger	8,5				Ghana	5,6				
Ghana	8,1				Japon	4,3				
Inde	7,5				Nigéria	3,6				
Côte d'Ivoire	6,4				Allemagne	3,5				
France	5,7				Turquie	3,3				
Solde courant externe (en % du PIB)	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI					
Réserve de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI					
Indicateurs du commerce extérieur										
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9					
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a					
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a					
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8					
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7					
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1					
Exportations de biens et services (en % du PIB)	26,9	25,3	23,9	23,1	21,8					
Source : Banque mondiale ; dernières données disponibles										
Profil commercial										
Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020					
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166					
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008					
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407					
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451					
Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles										



AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERETS (SERVICES DE CONSULTANTS-INDIVIDUEL)

AMI N° 001/23/MDBJEJ/CAB/DJEJ/PAEIJ-SP

SELECTION D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL BILINGUE, SPECIALISTE EN NEGOCIATION COMMERCIALE AU PROFIT DE QUINZE (15) PME/PMI BENEFICIAIRES DU PAEIJ-SP

Projet N° : P-TG-IZO-002

Don N° : 2100155030917 FAD

- Le Gouvernement de la République Togolaise, représenté par le Ministère du Développement à la Base, de la Jeunesse, et de l'Emploi des Jeunes, a reçu un don du Fonds Africain de Développement (FAD) de la Banque Africaine de Développement (BAD) en vue de financer le coût du Projet d'Appui à l'Employabilité et à l'Insertion des Jeunes dans les Secteurs Porteurs (PAEIJ-SP), et se propose d'utiliser une partie des fonds de ce don pour effectuer des paiements autorisés au titre du contrat de prestation de services d'un consultant individuel bilingue, spécialiste en négociation commerciale au profit de 15 PME/PMI bénéficiaires du PAEIJ-SP.
- La présente manifestation est faite pour établir une liste de consultants individuels bilingue susceptibles de faire des propositions de service relatif à la négociation commerciale, pour appuyer la prospection de nouveaux marchés et la commercialisation des produits offerts par les quinze (15) PME/PMI bénéficiaires afin d'écouler les produits issus de leurs activités sur des marchés plus rémunérateurs. Les tâches prévues au titre de ce contrat consistent à :
 - Analyser les marchés actuels et potentiels des quinze (15) PME/PMI bénéficiaires, afin d'en identifier les nouvelles tendances et les débouchés locaux, sous-régionaux et internationaux pour les produits concernés ;
 - Proposer une stratégie afin d'améliorer l'écoulement local et/ou l'exportation des produits offerts par quinze (15) PME/PMI bénéficiaires et
 - Doter les responsables des PME/PMI des techniques de négociations des contrats avec les clients.
- Le Ministère du Développement à la Base, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, à travers l'Unité de Gestion du PAEIJ-SP, invite par la présente, les consultants individuels intéressés et justifiant de compétences en rapport avec la mission, à

présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leurs capacités et expériences démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, etc.) notamment être titulaire d'un diplôme Bac+ 5, en commerce international, marketing, management international, économie, ou tout autre diplôme équivalent ; avoir des expériences professionnelles confirmées d'au moins dix (10) ans dans le commerce international, marketing, mise en marché de produits agricoles ou issus de la transformation agroalimentaire, négociation commerciale ; avoir réalisé au moins trois (03) missions similaires en commercialisation de produits agricoles ou issus de la transformation agroalimentaire, en prospection de marchés, négociation commerciale ou tout autre domaine pertinent ; avoir une (01) expérience avérée dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de l'agriculture contractuelle, de la transformation agroalimentaire, seront un atout ; avoir une excellente capacité d'analyse, de communication et de rédaction en français et en anglais. Le démarrage de la mission est prévu au plus tard le 1^{er} avril 2023 pour une durée 90 homme-jours étalés sur six (06) mois.

- Les critères d'éligibilité et la procédure de sélection seront conformes aux « Règles et Procédures pour l'utilisation des Consultants » de la Banque Africaine de Développement, édition Mai 2008, révisées en Juillet 2012 qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>. La méthode de sélection basée sur la qualification du Consultant Individuel sera utilisée. L'intérêt manifesté par un consultant n'implique aucune obligation de l'autorité contractante de le retenir pour la suite du processus.
- Les consultants individuels intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-

dessous aux heures d'ouverture des bureaux soit de **07 h 00 à 17 h 30, heure locale**. Les termes de référence de cette mission sont disponibles et peuvent être transmis par courriel aux consultants intéressés, à leur demande (voir adresse ci-dessous).

- Les candidatures seront évaluées sur la base des critères ci-après :
 - Qualifications/Formation : 15 points ;
 - Profil général ou qualifications générales : 20 points ;
 - Expériences spécifiques par rapport aux missions décrites dans les TdRs : 65 points.
- Les expressions d'intérêts devront inclure une lettre de soumission ou de motivation, un C.V. actualisé, les copies des diplômes et attestations ainsi que les documents et ou pièces citées plus haut au point 3 devront être déposées en mains propres ou transmis par courriel à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le **1^{er} mars 2023 à 09 heures 00 min**, heure locale et porter expressément la mention :

« **MANIFESTATION D'INTERETS POUR LA SELECTION D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL BILINGUE, SPECIALISTE EN NEGOCIATION COMMERCIALE AU PROFIT DE QUINZE (15) PME/PMI BENEFICIAIRES DU PAEIJ-SP** ».

Adresse :

À l'attention de Monsieur la Personne Responsable des Marchés Publics
Secrétariat de la PRMP, Ministère du Développement à la Base,
de l'Artisanat et de la Jeunesse

Téléphone : 22 61 07 40 / 23 38 63 55 / 90 20 61 40

E-mail : paiejsptogo@gmail.com

Fait à Lomé, le 14 Février 2023

La Personne Responsable des Marchés Publics

ANALA Arime Telata

[Discussion.com](https://www.discussion.com)

MINISTERE DES TRANSPORTS ROUTIERS,
AERIENS ET FERROVIAIRES

CABINET

PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES
PUBLIS

SOCIETE DES TRANSPORTS DE LOME

Avis d'Appel d'Offres International Ouvert (AAOIO)

AAOIO N° : 001/2023/MTRAF/CAB/PRMP/SOTRAL du 15 février 2023

Acquisition de 30 autobus et 10 autocars climatisés neufs avec

un lot de pièces de rechange au profit de la SOTRAL

Le Ministère des Transports routiers, aériens et ferroviaires dispose des fonds sur le budget de l'Etat (gestion 2023) afin de financer l'acquisition de matériels roulants, et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché d'acquisition de 30 autobus bus et 10 autocars.

- Le ministère des Transports routiers aériens et ferroviaires, agissant pour le compte de la Société des Transport de Lomé (SOTRAL) a l'honneur de vous inviter à présenter une offre dans le cadre de l'Appel d'offres international ouvert pour : l'acquisition de 30 autobus et 10 autocars. Le délai d'exécution est de huit (8) mois.
- La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert tel que défini par le Code des marchés publics en vigueur et ses textes d'application, et ouvert à tous les candidats éligibles.
- Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès du Ministère des Transports routiers, aériens et ferroviaires / Personne responsable des marchés publics, et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après : 63 Rue Aklakou, quartier administratif, bâtiment du ministère des Transports routiers, aériens et ferroviaires ; étage/Numéro de bureau : 2^e étage, tous les jours ouvrables de **08 h à 12 h et de 15 h à 17 h**.
- Les exigences en matière de qualifications sont : **les conditions d'ordre technique, financier, légal**. Voir le DPAO pour les informations détaillées.

N.B. : Les soumissionnaires sont informés que leurs offres financières doivent être élaborées dans le respect des prix contenus dans la dernière version du répertoire des prix de référence (mercuriale des prix), disponible sur le site du Ministère de l'Economie et des Finances au <https://finances.gouv.tg>. Dans le cas contraire, leurs offres financières seront redressées.

- Les candidats intéressés peuvent consulter gratuitement le dossier d'Appel d'offres complet ou le retirer à titre onéreux contre paiement d'une somme non remboursable de **cent mille (100 000) F CFA** à l'adresse mentionnée ci-après :

Ministère des Transports routiers, aériens et ferroviaires / Personne responsable des marchés publics, Adresse : 63 Rue Aklakou, quartier administratif, bâtiment du ministère des Transports routiers, aériens et ferroviaires ; 2^e étage, Tél. : (00228) 70 03 66 77, les jours ouvrables de 08 heures à 12 heures et de 15 heures à 17 heures. La méthode de paiement sera en espèce. Le Dossier d'Appel d'offres sera remis main à main.

- Les offres devront être présentées sous plis fermés (un original et deux copies) et être déposées à l'adresse ci-après au plus tard le **31 mars 2023 à 10 heures TU**.

**Ministère des Transports routiers, aériens et ferroviaires :
Secrétariat de la Personne Responsable des Marchés Publics
63 Rue Aklakou, quartier administratif, bâtiment du ministère des Transports routiers, aériens et ferroviaires ; 2^e étage (00228) 70 03 66 77-Lomé.**
Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

- Les offres doivent comprendre une garantie de soumission, d'un montant de **trente-cinq millions neuf cent quarante-neuf mille cinquante (35 949 050) FCFA**.
- Les candidats resteront engagés par leur offre pendant une période de 120 jours à compter de la date limite du dépôt des offres.
- Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis le **31 mars 2023 à 10 heures 30 minutes TU** à l'adresse suivante : **salle de réunion du Ministère des Transports routiers, aériens et ferroviaires.**
Adresse : 63 Rue Aklakou, quartier administratif, bâtiment du ministère des Transports routiers, aériens et ferroviaires ; 2^e étage.

Nous vous prions d'agréer, Messieurs, Mesdames l'assurance de notre considération distinguée.

Le Ministre des Transports
routiers, aériens et ferroviaires

Affoh ATCHA-DEDJI

[Discussion.com](https://www.discussion.com)

Dirigeants du secteur public**Le Commonwealth lance une plateforme d'apprentissage de l'IA**

En 2018, le Commonwealth a adopté un programme visant à développer l'économie numérique dans ses pays membres. Alors que le programme se met en œuvre, l'organisation a engagé le renforcement des capacités pour aider ces pays à saisir les avantages de l'IA.

Le Secrétariat du Commonwealth et Intel ont lancé une plateforme de formation numérique en ligne sur la thématique de l'intelligence artificielle (IA). La plateforme propose un cours aux responsables du secteur public des pays membres de l'organisation. Le but est de permettre à ces derniers d'acquérir des compétences afin d'aider leur pays à exploiter les avantages de l'IA et à combler le fossé mondial en la matière. Le cours auto-rythmé couvre des sujets tels que la gouvernance numérique, la technologie, l'infrastructure et l'inclusion. Il permet aux apprenants de développer des stratégies, des solutions évolutives et des plans d'action pour la transformation numérique dans leurs communautés. « Ce cours est une nouvelle étape importante que le Commonwealth a développée pour ses pays membres en étroite collaboration avec Intel. Il offre



une occasion unique aux travailleurs du secteur public et aux dirigeants des Etats membres d'être formés aux principes fondamentaux de l'intelligence artificielle et de l'apprentissage automatique. Le cours jettera les bases de la confiance dans ces technologies, et de la confiance dans notre capacité à les utiliser de manière efficace et responsable », a expliqué la secrétaire générale du Commonwealth, la très honorable Patricia Scotland (photo), lors du lancement de la plateforme, le vendredi 24 mars. La plateforme a été lancée dans le cadre du programme

de connectivité numérique du Commonwealth adopté en 2018, dont l'objectif est de développer l'économie numérique dans les pays membres. Dans ce même projet, l'organisation prévoit de lancer une autre plateforme visant à aider les petits Etats à mettre en place des technologies de transformation nationales et des capacités d'IA pour renforcer leur résilience économique, atténuer le changement climatique et améliorer les compétences de leur main-d'œuvre.

Avec Agence Ecofin

Infrastructures résilientes en Afrique**Le Fonds vert pour le climat injecte 253 millions \$ dans un fonds dédié**

L'enveloppe comprend un investissement en capital de 240 millions de dollars et 13,7 millions de dollars sous forme de subventions. Elle servira à financer des projets qui devraient bénéficier directement à 50 millions de personnes.

Africa Finance Corporation (AFC) a annoncé, dans un communiqué publié ce mardi 21 mars, avoir obtenu un financement de 253 millions de dollars du Fonds vert pour le climat (GCF) pour son fonds Infrastructure Climate Resilient Fund (ICRF). L'enveloppe mobilisée auprès du Fonds vert pour le climat représente à ce jour le plus important engagement de ce mécanisme financier de l'Organisation des Nations unies rattaché à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques en Afrique, a-t-on précisé de même source. L'AFC a également indiqué que le financement comprend un investissement en capital de 240 millions de dollars et 13,7 millions de dollars supplémentaires sous forme de subventions, précisant que l'enveloppe injectée par le Fonds vert pour le climat dans son fonds dédié aux infrastructures résilientes au changement climatique devrait bénéficier à 50 millions de personnes directement et à 144 millions de personnes indirectement. L'ICRF, qui vise une taille finale de 750 millions de dollars, est un instrument de financement innovant lancé par l'AFC et son unité de gestion d'actifs,

AFC Capital Partners, pour protéger les infrastructures africaines contre le changement climatique en intégrant des mesures scientifiques de résilience climatique dans la planification, la conception, le développement, la construction et l'exploitation des actifs d'infrastructures. Ce fonds devrait co-investir avec l'AFC dans des « infrastructures nouvelles et existantes qui sont planifiées, conçues, construites et exploitées de manière à anticiper, préparer et s'adapter aux conditions climatiques changeantes du continent » dans 20 pays du continent (Bénin, Cameroun, Tchad, Côte d'Ivoire, RD Congo, Djibouti, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Kenya, Mali, Mauritanie, Namibie, Nigeria, Rwanda, Sierra Leone, Tchad, Togo et Zambie). Il devrait notamment mettre l'accent sur les transports et la logistique, les systèmes énergétiques, les zones économiques, les télécommunications et les infrastructures numériques. « L'investissement du Fonds vert pour le climat dans l'ICRF mobilisera les fonds de pension africains et d'autres investisseurs privés pour qu'ils investissent dans des infrastructures résilientes au climat en tant que nouvelle classe d'actifs en Afrique. Il servira

également de modèle aux banques et institutions financières locales pour s'engager dans le financement climatique », a déclaré le directeur exécutif du Fonds vert pour le climat, Yannick Glemarec, cité dans le communiqué. « L'AFC et ses précieux partenaires du Fonds vert pour le climat inaugurent une classe d'actifs entièrement nouvelle qui s'avérera déterminante pour modifier la manière dont les infrastructures sont planifiées, développées et construites dans le cadre d'un nouveau scénario de changement climatique », s'est félicité de son côté le PDG d'Africa Finance Corporation, Samaila Zubairu. Fondée en 2007 avec un capital initial de 1,1 milliard de dollars, l'AFC a pour principale mission de catalyser les investissements dans le domaine des infrastructures en Afrique. Ses principaux actionnaires sont la Société africaine de réassurance, la Banque africaine de développement (BAD) et les groupes bancaires panafricains Ecobank et United Bank for Africa (UBA). L'institution revendique plus de 10 milliards de dollars d'investissements dans 35 pays africains, au cours des quinze dernières années.

Avec Agence Ecofin

Aviation**L'IATA et AWS lancent le premier datathon**

L'Association du transport aérien international (IATA), en collaboration avec Amazon Web Services (AWS), lance un datathon virtuel pour stimuler le développement de solutions basées sur les données afin de favoriser la diversité des genres dans l'industrie aéronautique. Le datathon s'appuie sur le succès de l'initiative 25by2025 de l'IATA.

● Vivien ATAKPABEM

Le lancement de l'initiative 25by2025 en 2019 a incité l'industrie à examiner de plus près la diversité des genres de sa main-d'œuvre et à prendre des mesures pour s'assurer qu'elle reflète les sociétés qu'elle sert. Le datathon IATA et AWS sur la diversité vise à renforcer davantage la diversité des genres dans l'industrie, qui complète les prix IATA pour la diversité et l'inclusion existants », a déclaré Jane Hoskisson, directrice du talent, de l'apprentissage, de l'engagement et de la diversité de l'IATA à l'IATA. "Nous sommes ravis de travailler avec l'IATA sur le datathon virtuel, et c'est génial de voir le secteur de l'aviation travailler ensemble pour renforcer la diversité des genres au sein de l'industrie de cette manière. Des initiatives comme celle-ci jouent un rôle déterminant dans la promotion de la diversité et de l'inclusion à l'échelle mondiale et nous aideront tous à amplifier les voix sous-re-



présentées et à autonomiser diverses communautés », a déclaré Charlene-Elise Anderson, responsable des organisations intergouvernementales, AWS. Les participants au Datathon seront invités à relever l'un des deux défis suivants : Comment démontrer à un PDG l'impact de la Diversité, de l'Équité et de l'Inclusion à l'aide de données et/ou de nouvelles technologies ? Comment les compagnies aériennes peuvent-elles rétablir l'équilibre entre les sexes dans le poste de pilotage et dans d'autres rôles techniques grâce aux données et/ou aux nouvelles technologies ? Il est ouvert aux professionnels de l'industrie du

transport aérien, y compris les compagnies aériennes, les aéroports, les éditeurs de logiciels, les start-ups, les intégrateurs de systèmes (SI) et toute autre organisation travaillant dans l'aviation. Tous les participants auront accès à un environnement AWS qui leur permettra de construire leurs preuves de concept. Il est important de noter que toutes les équipes auront la possibilité de participer à des sessions de formation sur des sujets techniques et commerciaux qui seront organisées par des architectes AWS et des spécialistes de l'industrie de l'IATA et des compagnies aériennes membres de l'IATA.

Côte d'Ivoire**Fitch Solutions prévoit une accélération de la croissance économique en 2023, à 7%**

L'augmentation de la consommation des ménages dans un contexte d'inflation modérée, la hausse des investissements dans les infrastructures et le rebond des exportations devraient être les principaux moteurs de la croissance économique, cette année.

L'économie ivoirienne devrait enregistrer une croissance de 7% en 2023, contre 6,8% en 2022, grâce notamment à la hausse de la consommation des ménages, à l'augmentation des investissements dans les infrastructures et au rebond des exportations, a estimé Fitch Solutions Country Risk & Industry Research dans un rapport publié jeudi 16 mars. « Nous pensons que la consommation des ménages restera forte en 2023. La tendance baissière de l'inflation (4,8 % en janvier 2023 après un pic de 6,3% en septembre 2022) devrait se poursuivre dans les mois à venir, en raison du recul des prix mondiaux des denrées alimentaires et de l'énergie ainsi que de l'appréciation de l'euro et donc du franc CFA d'Afrique de l'Ouest. Une augmentation de la production alimentaire nationale garantira également une baisse de l'inflation en 2023 », a expliqué Fitch Solutions. En 2022, la Côte d'Ivoire avait déjà enregistré une inflation modérée (5,2%) par rapport à la moyenne des autres pays



d'Afrique subsaharienne (16%), ce qui a permis au pays d'enregistrer une croissance économique nettement supérieure à la moyenne régionale de 3,6%. Cette inflation modérée s'explique essentiellement par l'arrimage du franc CFA d'Afrique de l'Ouest à l'euro ainsi que par les subventions et les plafonds de prix institués par le gouvernement ivoirien. Les investissements domestiques et étrangers dans les infrastructures devraient également être un puissant moteur de la croissance de l'économie ivoirienne cette année. Dans le cadre du plan national de développement 2021-2025, le gouvernement prévoit une augmentation des dépenses d'investissement de 15,1 % par rapport aux niveaux de 2022. Le lancement du projet du métro d'Abidjan, les travaux en cours sur le port sec de Ferkessedougou ainsi

que les investissements prévus dans les infrastructures dédiées à la Coupe d'Afrique des Nations, qui sera organisée en Côte d'Ivoire début 2024, devraient ainsi contribuer à accélérer la croissance du secteur de la construction, à 8,2 % en 2023, contre une estimation de 7,3 % en 2022. Fitch Solutions s'attend par ailleurs à ce que les exportations de la Côte d'Ivoire enregistrent une croissance solide en 2023, grâce notamment à une hausse de 5,1% de la production de cacao durant la campagne 2022/203 (octobre 2022/septembre 2023) et à une augmentation de 4,4 % de la production d'or. En 2024, la croissance devrait cependant ralentir, à 6,5 %, en raison du ralentissement attendu des investissements après la Coupe d'Afrique des Nations et de l'orientation du gouvernement à limiter les dépenses publiques pour atteindre l'objectif d'un déficit budgétaire de 3% du PIB défini par l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

Avec Agence Ecofin

BRVM

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

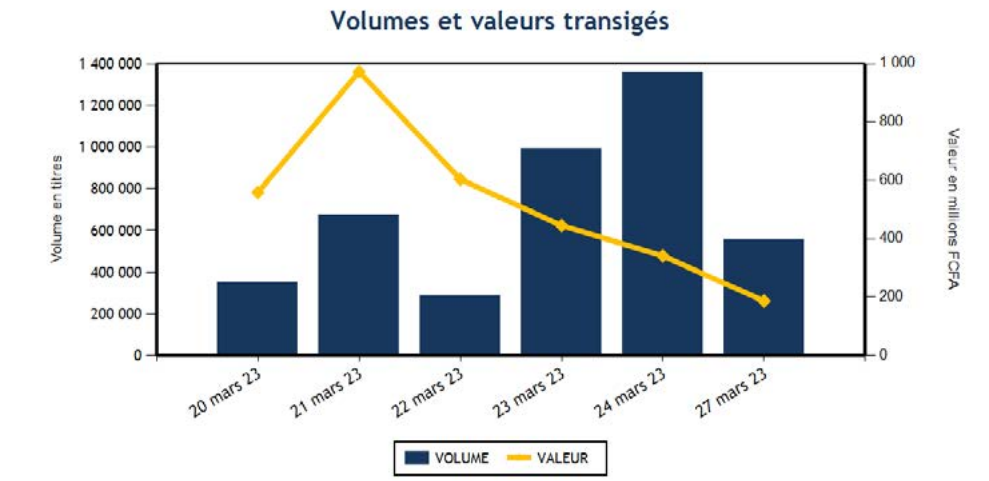
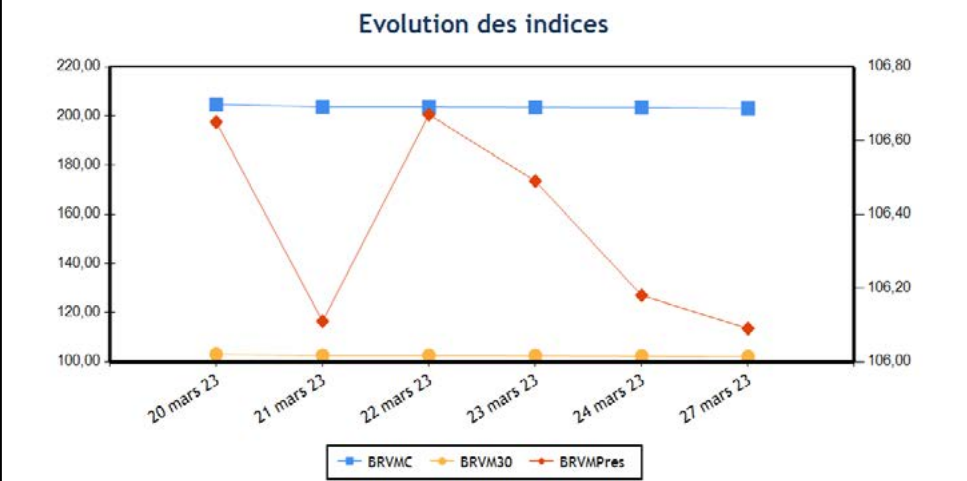
Afrique de l'Ouest

BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

lundi 27 mars 2023

N° 61

BRVM COMPOSITE 203,03 Variation Jour -0,17 % Variation annuelle -0,09 %	BRVM 30 102,02 Variation Jour -0,23 % Variation annuelle 2,02 %	BRVM PRESTIGE 106,09 Variation Jour -0,08 % Variation annuelle 6,09 %
---	---	---



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 553 107 519 545	-0,17 %
Volume échangé (Actions & Droits)	553 270	-59,23 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	186 132 715	-44,11 %
Nombre de titres transigés	44	2,33 %
Nombre de titres en hausse	8	-20,00 %
Nombre de titres en baisse	19	-5,00 %
Nombre de titres inchangés	17	30,77 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	2 265	4,14 %	-7,55 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 225	2,08 %	-23,44 %
UNIWAX CI (UNXC)	775	0,65 %	0,65 %
SMB CI (SMBC)	7 620	0,46 %	12,06 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 300	0,39 %	0,39 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	106,09	-0,08 %	6,09 %	520 202	92 889 720	6,18
BRVM-PRINCIPAL	36	96,15	-0,27 %	-3,85 %	33 068	93 242 995	9,30

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	98,08	0,08 %	-5,89 %	3 897	21 608 235	8,44
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	484,31	0,01 %	-1,00 %	6 585	64 385 765	9,01
BRVM - FINANCES	15	77,22	-0,12 %	2,26 %	520 724	63 063 005	6,62
BRVM - TRANSPORT	2	356,02	0,00 %	4,19 %	1 560	2 180 490	5,68
BRVM - AGRICULTURE	5	285,70	-0,13 %	0,75 %	8 930	12 506 360	5,50
BRVM - DISTRIBUTION	7	359,10	-2,09 %	0,16 %	9 774	20 498 860	25,00
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 295,58	0,00 %	10,53 %	1 800	1 890 000	12,61

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	7,83
Taux de rendement moyen du marché	7,51
Taux de rentabilité moyen du marché	7,76
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	120
Volume moyen annuel par séance	538 404,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 058 249 106,99

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 099 680 299 505	0,00 %
Volume échangé	108	-87,54 %
Valeur transigée (FCFA)	1 035 556	-88,11 %
Nombre de titres transigés	2	-75,00 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	0	
Nombre de titres inchangés	2	-66,67 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BERNABE CI (BNBC)	1 845	-7,29 %	-7,75 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	805	-4,17 %	-13,44 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	3 000	-3,23 %	-6,10 %
SICABLE CI (CABC)	1 000	-1,48 %	-14,53 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	790	-1,25 %	5,33 %

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	18,68
Ratio moyen de satisfaction	22,64
Ratio moyen de tendance	121,20
Ratio moyen de couverture	82,51
Taux de rotation moyen du marché	0,05
Prime de risque du marché	6,87
Nombre de SGI participantes	28

Définitions

Volume moyen annuel par séance
Valeur moyenne annuelle par séance
Ratio moyen de liquidité
Ratio moyen de satisfaction
Ratio moyen de tendance
Ratio moyen de couverture

Volume annuel échangé / nombre de séances
Valeur annuelle échangée / nombre de séances
Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation
PER moyen du marché
Taux de rendement moyen
Taux de rentabilité moyen
Prime de risque du marché

moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
(1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
Fax : +225 20 32 66 84
E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA

40 milliards évaporés

Séoul va demander l'extradition du fondateur de la cryptomonnaie Terra

La Corée du Sud va demander l'extradition de Do Kwon, le fondateur de la cryptomonnaie Terra, accusé de fraude, après son arrestation au Monténégro.

« Les procureurs de la Corée du Sud vont prendre des mesures pour rapatrier Kwon Do-hyung. Nous y travaillons », a expliqué à l'AFP Kim Hee-kyung, une porte-parole du cabinet des procureurs du Sud de Séoul, en citant son nom complet. Do Kwon est le fondateur de Terraform Labs, maison mère de la « cryptomonnaie stable » Terra qui s'est effondrée en mai 2022. Il est accusé de fraude dans ce krach qui a fait perdre environ 40 milliards de dollars aux investisseurs. L'homme, âgé de 31 ans, a été arrêté jeudi au Monténégro en compagnie de son directeur financier, Hon Chang Joon, selon le ministre monténégrin de l'Intérieur, Filip Adzic, précisant qu'ils avaient été appréhendés à l'aéroport de Podgorica en vertu d'un mandat sud-coréen. Peu après, un jury fédéral des États-Unis a retenu huit chefs d'inculpation contre Do Kwon dont ceux de fraude boursière et fraude en ligne.

Vaste fraude

Selon la Commission des titres et des échanges (SEC) américaine, le trentenaire est accusé d'avoir « orchestré une fraude aux actifs cryptos de plusieurs milliards de dollars ». En Corée du Sud, Do Kwon est recherché pour violations des règles des marchés financiers. Il est suspecté d'avoir fui le pays pour Singapour au moment du krach de mai 2022. En septembre, des procureurs sud-coréens avaient demandé à Interpol d'émettre une notice rouge à son encontre dans les 195 pays membres de l'organisation et annulé son passeport. Jeudi, les



autorités monténégrines ont expliqué qu'il avait utilisé des « documents costariciens falsifiés » lors d'un contrôle avant un vol qui devait le conduire à Dubaï. L'Agence de la police nationale sud-coréenne a indiqué à l'AFP qu'elle collaborerait avec les procureurs du Monténégro pour organiser l'extradition de Do Kwon. La Corée du Sud est, comme le Monténégro, membre de la Convention européenne d'extradition, un accord multilatéral qui facilite les extraditions entre les pays signataires, a expliqué dans un communiqué le Ministère de la justice. Il « suivra la procédure d'extradition en accord avec les lois et les accords internationaux ».

Stabilité... très instable

Les cryptomonnaies sont de plus en plus surveillées depuis des séries de krachs, de controverses et la faillite de FTX, l'une de leurs plateformes d'échange les plus importantes. De nombreux investisseurs ont perdu toutes leurs économies quand les cryptomonnaies Terra et Luna, fondées par Do Kwon, se sont effondrées. Les autorités sud-coréennes avaient alors ouvert plusieurs enquêtes criminelles. « Il est vrai que Kwon

a fait trop de mal à trop de gens, avec quelque chose qui comportait beaucoup de risques inexplicables », a déclaré à l'AFP Cho Dong-keun, professeur d'économie émérite à l'université Myongji de Séoul. En principe, une cryptomonnaie dite stable, ou « stablecoin », garantit plus de stabilité aux investisseurs dans cet univers très volatil. Son cours peut être adossé à celui d'une devise traditionnelle ou à des actifs tangibles, mais ce n'était pas le cas de Terra qui était liée à un autre crypto-actif développé par la Luna Foundation Guard dont Do Kwon est également fondateur.

Valeur de zéro

Les cours du stablecoin Terra et de son jeton jumeau Luna sont très vite tombés à zéro après la dégringolade de mi-mai 2022. Selon Bloomberg News, citant la SEC, Do Kwon et Terraform Labs ont aussi extrait plus de 10'000 bitcoins de leur projet en faillite et en ont converti une partie en espèces via une banque suisse. « Au final, Kwon n'a pas dirigé son entreprise dans le respect des lois et des principes. Il l'a exploitée pour son propre bénéfice personnel », a estimé auprès de l'AFP Kim Dae-jong, professeur de gestion d'entreprises à l'université Sejong de Séoul. « Kwon doit assurément être tenu responsable de ses actions. »

(AFP)

Rachat de Credit Suisse

Le président de la Saudi National Bank jette l'éponge

Le conseil d'administration de la banque nationale saoudienne, premier actionnaire de Credit Suisse avant son rachat, a accepté la démission d'Ammar al-Khudairy.

Le président de la Saudi National Bank, premier actionnaire de Credit Suisse avant son rachat au début du mois, a démissionné, indique lundi la SNB dans un communiqué publié à la Bourse de Ryad. Le conseil d'administration de la banque nationale saoudienne « a accepté la démission » de Ammar al-Khudairy « pour des raisons personnelles », selon le communiqué. Le 15 mars, des déclarations de Ammar al-Khudairy affirmant que SNB



n'augmenterait pas sa part de 9,8% dans Credit Suisse pour des raisons réglementaires, avaient fait plonger le cours boursier de la banque suisse. Ses titres se sont redressés le lendemain après l'annonce d'une aide de 54 milliards de dollars de la part de la banque centrale suisse.

Mais cela n'a pas suffi à rassurer les investisseurs dans un climat d'inquiétude général pour le secteur financier. Le 19 mars, Credit Suisse a été racheté pour une bouchée de pain par UBS. Ammar al-Khudairy a été remplacé à la tête du conseil d'administration de SNB par Saeed Mohammed Al Ghamdi, qui occupait auparavant la fonction de directeur exécutif du groupe. Talal Ahmed Al Khereiji a été nommé directeur par intérim.

(AFP)

Crise humanitaire

Une personne sur deux peine à se nourrir en Haïti

Selon l'ONU, la famine guette près de 5 millions d'Haïtiens, l'inflation galopante rendant impossible l'achat des produits alimentaires de base. Un chiffre qui a triplé depuis 2016.

Près de la moitié de la population haïtienne, soit 4,9 millions de personnes, peine à se nourrir, a mis en garde jeudi le Programme alimentaire mondial (PAM), soulignant que ce chiffre a triplé par rapport à 2016. « Nous ne pouvons pas attendre pour intervenir que l'ampleur de ce problème se traduise par des morts, car c'est ce qui va se passer », a affirmé le directeur du PAM pour Haïti, Jean-Martin Bauer, cité dans un communiqué de cette agence de l'ONU basée à Rome. L'inflation galopante rend impossible l'achat des produits alimentaires de base pour des millions d'Haïtiens, alors que selon la Banque mondiale Haïti fait partie des dix pays les plus affectés par l'inflation des prix alimentaires.

Plus de 500 personnes tuées par des gangs depuis janvier

La situation est aggravée par la présence de gangs aussi bien dans les zones urbaines que dans les campagnes, qui empêchent les habitants, en



Les enfants, premières victimes de la famine

particulier les femmes, de circuler et d'avoir accès aux services de base. Environ 530 personnes ont été tuées et près de 280 enlevées depuis janvier par les gangs qui sévissent impunément en Haïti, a indiqué mardi l'ONU, qui a demandé le déploiement d'une force d'appui spécialisée. Ces violences poussent les habitants à fuir leur domicile. L'ONU estime qu'à la mi-mars, au moins 160'000 personnes étaient ainsi déplacées à l'intérieur du pays et se trouvaient dans une situation précaire. Un quart des personnes déplacées vivent dans des campements de fortune, avec un accès très limité aux services de base tels que l'eau potable et l'assainissement.

(AFP)

Informatique

Co-fondateur d'Intel, Gordon Moore est décédé à l'âge de 94 ans

Visionnaire, Gordon Moore était aussi à l'origine d'une théorie sur l'évolution technologique des puces informatiques, dénommée loi de Moore.

Le co-fondateur du fabricant de semi-conducteurs Intel, Gordon Moore, à l'origine d'une théorie sur l'évolution technologique des puces informatiques, est décédé vendredi à l'âge de 94 ans, selon son ancienne société. En 1968, ce docteur en chimie a créé NM Electronics en collaboration avec le physicien Robert Noyce, surnommé le « maire de Silicon Valley ». Quelques mois plus tard, les deux hommes rachètent le nom Intel, pour 15'000 dollars. Gordon Moore sera le PDG de l'entreprise de 1979 à 1987.

Doublement tous les deux ans

En 1971, Intel commercialise le premier microprocesseur, l'équivalent d'un ordinateur sur une puce, un processeur programmable qui contient plusieurs milliers de transistors, une révolution. Intel est aujourd'hui le plus important fabricant de semi-conducteurs aux États-Unis et le troisième dans le monde par le chiffre d'affaires, derrière



le sud-coréen Samsung et le taïwanais TSMC. En 1965, alors qu'il était employé d'une autre société, Fairchild Semiconductor, Gordon Moore prédit, dans un article publié par le magazine Electronics, que la densité des transistors dans les microprocesseurs doublera tous les ans. Il modifiera sa projection en 1975, de façon tout aussi empirique, pour retenir un doublement tous les deux ans. Un autre pionnier des puces électroniques, Carver Mead, baptise cette prophétie, loi de Moore.

Démocratisation

L'évolution des capacités des microprocesseurs a suivi la loi de Moore durant des décennies, multipliant les performances de l'électronique et de l'informatique

tout en faisant chuter ses coûts. Selon plusieurs estimations, le coût d'un transistor a été divisé par plusieurs centaines de millions depuis le début des années 60. Cette évolution a permis de démocratiser l'informatique et l'électronique, d'abord avec les ordinateurs personnels, puis divers appareils, jusqu'au téléphone portable. « Le monde a perdu un géant en Gordon Moore, l'un des fondateurs de la Silicon Valley et un véritable visionnaire, qui a ouvert la voie de la révolution technologique », a tweeté le directeur général d'Apple, Tim Cook. Les spécialistes prédisent que la loi de Moore ne pourra bientôt plus s'appliquer du fait de limites physiques à l'intégration de transistors sur un microprocesseur.

(AFP)

Mohamed Ibn Chambas

« Sans bonne gouvernance, le développement en Afrique « reste lettre morte »

Mohamed Ibn Chambas, Haut Représentant de l'Union africaine pour la campagne « Faire taire les armes », souligne le rôle vital de la bonne gouvernance dans la réalisation du développement durable et la transformation à travers l'Afrique.



Au cours de la conférence Adebayo Adedeji 2023 sur le thème, « La gouvernance, le contrat social et le développement économique en Afrique : Rétrospective, se projeter dans l'avenir » en marge de la Conférence des ministres de la CEA à Addis-Abeba, en Éthiopie, M. Chambas déclare que sans une bonne gouvernance, le développement en Afrique « reste lettre morte ».

M. Chambas souligne l'importance d'avoir en Afrique des gouvernements transparents, responsables et réactifs qui jouent un rôle crucial pour libérer le potentiel d'investissement et engager une croissance durable du continent. Et ajoute l'importance des contrats sociaux entre les gouvernements et les citoyens, qui sont essentiels pour favoriser la confiance et promouvoir la cohésion sociale. La collaboration entre les gouvernements, les Organisations de

la société civile et le secteur privé est également cruciale pour atteindre l'objectif commun de bonne gouvernance.

« La gouvernance est au cœur du développement et de la transformation du continent », déclare M. Chambas aux participants, ajoutant qu'« Il faut avant tout relever les défis de la gouvernance pour remettre le continent sur la bonne voie ».

Il souligne que les dirigeants africains doivent établir des gouvernements transparents et responsables et ainsi assurer une croissance et un développement économiques durables.

« L'Afrique a failli en termes de promotion de la bonne gouvernance, note M. Chambas, citant une vague de coups d'État contre les dirigeants politiques de l'ère de l'indépendance et des changements anticonstitutionnels de gouvernement accrus à travers le continent.

Il reconnaît que l'Afrique n'a pas été en mesure de faire respecter l'Initiative « Faire taire les armes » comme prévu », pointant du doigt les conflits actuels dans le Bassin du Lac Tchad, le Sahel, la région des Grands Lacs et la Corne de l'Afrique.

Appelant à l'établissement et au respect des limites des mandats politiques, en particulier du mandat présidentiel dans les pays africains, M. Chambas déclare que les femmes et les jeunes doivent avoir la parole, le pouvoir et l'espace dans la gouvernance de leurs pays.

Une Afrique unie est notre meilleure chance de surmonter les défis et de créer une Afrique prospère pour l'avenir, dit-il, appelant à la facilitation de la libre circulation des personnes, des biens et des services en accompagnant l'Initiative panafricaine de la Zone de libre-échange continentale africaine. (ZLECAf).

« Une gouvernance efficace et un contrat social solide sont essentiels à la réussite de la mise en œuvre de la ZLECAf », affirme M. Chambas, ajoutant qu'en créant un environnement commercial favorable et l'inclusion sociale, les gouvernements peuvent faciliter le commerce, promouvoir le développement économique et la stabilité sociale en Afrique. La CEA a lancé la conférence Adebayo Adedeji en mars 2014 pour honorer et reconnaître feu Adebayo Adedeji pour ses contributions intellectuelles et politiques au développement de l'Afrique. M. Adedeji a été Secrétaire exécutif de la CEA de 1975 à 1991 et a contribué à la réflexion, à la politique et à la pratique du développement en Afrique.

Addis-Abeba, le 21 mars 2023 (CEA)

HOROSCOPE finance

Bélier Mercure en cet aspect communiquera à tous ceux qui manient l'argent, une habileté particulière. Ce sera le moment ou jamais d'en consulter un afin de réaliser un placement ou une spéculation dans les conditions les plus avantageuses possible.

Taureau Les natifs du signe auront la possibilité de faire fructifier leurs ressources ; s'ils ont quelques économies, ils réaliseront d'excellents placements aujourd'hui. Chance accrue aux jeux de hasard.

Gémeaux Vos difficultés financières actuelles dureront encore quelque temps. Avec l'obstruction de Neptune, vous ne pourrez pas compter sur la solidarité familiale pour vous sortir de ce mauvais pas.

Cancer F Les planètes qui influencent l'un de vos secteurs d'argent devraient cette fois vous aider à réaliser des opérations financières importantes. Vous pourrez en effet compter sur le soutien de Neptune et d'Uranus. Mais attention : autant le Ciel semble vous promettre des opportunités intéressantes, autant, si vous manquez de prudence ou de jugeote, vous pouvez gâcher vos chances. Prenez le temps de bien réfléchir avant de prendre des décisions importantes.

Lion Avec cet aspect d'Uranus, vous pourrez, tout en restant prudent, vous attendre à quelques surprises financières agréables : un placement vous rapportera plus que prévu, ou votre grande famille se montrera très généreuse à votre égard, etc.

Vierge Les natifs du signe bénéficieront ce jour d'un des aspects financiers les plus prestigieux qui soient. Pour les uns, cela pourra représenter la fortune ; pour d'autres, le succès et la réussite des affaires importantes ; pour d'autres encore, une chance souveraine aux jeux de hasard ; et pour d'autres enfin, le gain d'une affaire litigieuse ou d'un procès d'envergure. Toutes mes félicitations !

Balance Vous bénéficierez d'une sacrée chance en argent aujourd'hui. Bonne rentrée probable. Jouez à un jeu de hasard, sans oublier de consulter votre nombre de chance du jour.

Scorpion Stabilité de vos finances. Avec l'appui du Soleil en bel aspect, elles se porteront de manière tout à fait satisfaisante. Les dépenses seront vite compensées par des rentrées, dont certaines sont plutôt inattendues. Vous serez convaincant dans vos négociations et transactions, faisant preuve parfois même d'un flair remarquable. Mais ne prêtez surtout pas de l'argent à un de vos amis, car "qui prête aux amis perd au double" (proverbe français).

Sagittaire Réjouissez-vous ! Ce ne sera pas une période de vaches maigres qui commence. Vous pourrez même bénéficier de petits coups de pouce de la chance, qu'il faudra exploiter à fond. Si vous devez effectuer d'importantes transactions financières, et notamment l'achat ou la vente de biens immobiliers, entourez-vous de conseillers efficaces.

Capricorne Le Ciel n'est pas du tout néfaste sur le plan financier. Vous pourrez avoir droit à une bonne surprise. Mais la présence de Pluton dysharmonique dans votre Ciel pourra vous souffler un comportement tout à fait infantile ou imprudent. Attention, si vous vous passez tous vos caprices, vos économies vont fondre comme neige au soleil !

Verseau Avec cet aspect de Mars, c'est le signal d'alarme qui retentira. Ceux qui ont abusé des découverts devront revenir à une gestion plus raisonnable, sous peine de se voir rappelés brutalement à l'ordre par leur banquier. Bien sûr, il ne vous sera pas facile de réduire vos dépenses, mais savoir où vous en êtes dans vos finances devrait vous éviter de plonger dans "le rouge". Par chance, Mars vous aidera à prendre de bonnes résolutions et à vous y tenir.

Poissons Les temps seront difficiles sur le plan pécuniaire. Vous devrez donc vous montrer extrêmement prudent. Evitez toute dépense superflue. Si vous avez des choix financiers importants à faire, entourez-vous de toutes les précautions nécessaires et prenez conseil auprès de spécialistes.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Économique du Togo- REC N°0650/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLO

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

Département des Services Administratifs
et FinanciersAvis d'Appel d'Offres Ouvert
N° 012/ 2023/ AO/COM/UEMOA

Date de Publication de l'avis : 24 mars 2023

1. Le présent appel d'offres ouvert a pour objet l'acquisition d'objets promotionnels 2024 au profit de la Commission de l'UEMOA.
2. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine invite, par le présent appel d'offres, les soumissionnaires admis à concourir à présenter leur offre sous pli fermé en vue de l'acquisition d'objets promotionnels au profit de la Commission de l'UEMOA.
3. Les prestations sont regroupées en un seul lot
4. La participation à la concurrence est ouverte à toutes les sociétés spécialisées dans le domaine et ayant les capacités techniques requises pour l'acquisition d'objets promotionnels au profit de la Commission de l'UEMOA, objet du présent appel d'offres.
5. Le délai de livraison, après signature du Bon à Tirer, ne devrait pas excéder quatre (04) semaines. La livraison se fera à la Commission et dans les Bureaux de Représentation de la Commission de l'UEMOA.

Les soumissionnaires joindront à leur offre les pièces administratives suivantes :

- une quittance d'achat du dossier d'appel d'offres ;
- un document attestant que le soumissionnaire ne se trouve dans aucune des situations suivantes : faillite, suspension de paiement et établi conformément à la législation ou à la pratique nationale du pays de la société datant de moins de trois (03) mois ;
- une attestation originale ou certifiée conforme, justifiant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis du fisc jusqu'au dernier terme échu à la date de dépôt des offres ;
- une attestation originale ou certifiée conforme de la Sécurité Sociale prouvant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis de la législation du travail jusqu'au dernier trimestre échu à la date de dépôt des offres ;
- Une attestation d'inscription au registre du commerce conformément à la législation ou à la pratique nationale du soumissionnaire.

La non-production d'une pièce administrative ou sa non-validité ne conduit pas à l'élimination de l'offre du soumissionnaire. Cependant, ladite pièce doit être produite soixante-douze (72) heures après l'ouverture des plis.

6. Les soumissionnaires intéressés à concourir peuvent obtenir des informations supplémentaires auprès de la Commission de l'UEMOA à l'adresse ci-dessous :

**La Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO
01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01 (Burkina Faso)
Département des Services Administratifs et Financiers**

Personnes à contacter :

- **M. Brice SIB**, Tel.: +226 25 31 88 73 poste 87 30, Email : bsib@uemoa.int
- **M. Mora DANDAGUI SERO**, Tel. : +226 25 31 88 73 poste 88 63, Email : mdandagui@uemoa.int

7. Les entreprises intéressées par le présent avis pourront acquérir le dossier d'appel d'offres à la **Direction des Acquisitions et de la Comptabilité des Matières de la Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, à Ouagadougou**, contre paiement en espèces d'une somme non remboursable de **vingt mille (20 000) Francs CFA payable à la Direction de la Trésorerie et de la Comptabilité**. Les dossiers peuvent être également acquis dans les **Représentations des Etats membres de l'UEMOA**.
8. Les offres, rédigées en langue française, devront parvenir à **Monsieur le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01, Burkina Faso, au plus tard le vendredi 28 avril 2023 à 9 h 30, heure locale**, accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant d'un million (1 000 000) FCFA. L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les offres parvenues après l'expiration de ce délai ne sont pas recevables.
9. L'ouverture des offres aura lieu en séance publique, au siège de la Commission, à Ouagadougou, le même jour à partir de 10 H 00 mn, en présence des représentants des soumissionnaires porteurs de mandats ; ceux qui ne seront pas munis de mandats ne seront pas acceptés à la séance d'ouverture
10. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit d'apporter toutes modifications au présent appel d'offres ou de ne donner aucune suite à tout ou partie dudit appel d'offres.

Pour le Commissaire chargé du Département
des Services Administratifs et Financiers
et par délégation,
Le Directeur de Cabinet,

Lassana FOFANA



Gestion des conflits homme-faune

Les acteurs du parc national Fazao Malfakasa en formation à Blitta

Des communautés riveraines et gestionnaires du parc national Fazao-Malfakassa sont en atelier de formation sur les techniques simples de refoulement des éléphants, la gestion des conflits homme-faune et sur les textes juridiques en matière d'aires protégées du 27 au 29 mars à Blitta-gare.

Cet atelier est organisé par le ministère de l'Environnement et des ressources forestières, avec l'appui financier du Fonds pour l'Eléphant d'Afrique. Il s'inscrit dans le cadre du projet intitulé « Appui à l'intégration des communautés locales dans la gestion des éléphants du parc national Fazao-Malfakassa ». L'objectif est de former les communautés riveraines et les gestionnaires du parc sur les techniques simples de refoulement des éléphants, y compris les mesures de protection des cultures et des biens. Cette rencontre vise également à outiller les séminaristes en techniques communautaires de gestion des conflits homme-éléphants, des interfaces aires protégées-périphéries ainsi qu'en gestion des conflits autour des aires protégées. Il s'agit également d'aider les participants à améliorer les techniques en cours d'application. Les modules de formation portent sur « Les généralités sur les conflits homme-faune qui comprennent l'historique des conflits ; la définition et l'ori-



gine des conflits ; les impacts des conflits ; les stratégies et problématique des attaques des éléphants ; les raisons de protection des éléphants et étude de cas ». Les participants apprendront également davantage sur les méthodes traditionnelles de refoulement des éléphants en vue de protéger les cultures. Le directeur régional de l'Environnement et des ressources forestières, Lt-Col. Affo Até Badjanio, a relevé les pressions que subissent les populations d'éléphants de la part des communautés locales installées dans et autour du parc. Il a indiqué que cette formation a pour finalité non seulement de sécuriser les populations d'éléphants à travers la réduction des conflits

homme-éléphant mais aussi d'améliorer les conditions de vie des populations locales et leur cohabitation avec les éléphants. Le point focal national du programme du suivi de l'abattage illégal des éléphants, Lt-Col. Aboudou Mensa a salué cette initiative qui vient renforcer la collaboration dans la gestion et la sauvegarde des éléphants de cette aire protégée. Le maire de la commune de Blitta 1, Dazimwaï Yao Bassambadi a exprimé sa gratitude au chef de l'Etat et son gouvernement ainsi qu'aux partenaires techniques et financiers pour leurs appuis visant la protection des éléphants et le bien-être des communautés riveraines du parc.

Avec ATOP/SF/MEK

Aménagement du territoire

Les acteurs de la Centrale en atelier régional à Sokodé

Les acteurs de la Centrale sont en atelier régional participatif, les 27 et 28 mars à Sokodé, dans le cadre du processus d'élaboration du Schéma national d'aménagement du territoire (SNAT) lancé par le Premier ministre le 28 février dernier à Lomé.

Cet atelier est initié par le ministère de la Planification du Développement et de la Coopération. Il regroupe des autorités administratives, militaires, religieuses et coutumières de la région ainsi que des représentants des services techniques concernés. Le but est de sensibiliser ces acteurs sur le bien-fondé de cet outil et les associer à son élaboration, notamment en collectant les données au niveau régional en vue d'établir un rapport final dans le cadre du processus. Les participants analyseront la situation actuelle de la région et feront son diagnostic stratégique. Ils identifieront et valideront également les projets et programmes prioritaires pour la région. Le directeur de l'orientation spatiale du territoire au ministère de la Planification du Développement et de la Coopération, Démakou Yendoube, a souli-



gné que le SNAT est un outil de planification spatiale qui vise à assurer un développement équilibré et durable du territoire national et une cohérence dans la mise en place des hommes et de leurs activités. Pour lui, le schéma permettra de répondre aux problèmes cruciaux dans les domaines de la santé, de l'éducation, d'infrastructures routières, et de développer des activités productives en exploitant les potentialités de la région. Le SNAT sera élaboré en alignement avec

le schéma de l'espace régional de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), a-t-il précisé. Le préfet de Tchadoudjo, Col Mompion Mateindou a indiqué que la planification et l'aménagement du territoire constituent deux processus indissociables qui doivent pouvoir conduire à un développement harmonieux et durable. Il a convié les uns et les autres à une participation active pour l'atteinte des résultats escomptés.

Avec ATOP/MEK/BV

Agoè-Nyivé

Une opération d'audience foraine des actes de naissances en cours à Vakpossito

Une opération d'audience foraine des actes de naissances a été lancée le lundi 27 mars à Vakpossito, dans la commune Agoè-Nyivé 3.

Cette opération sur 3 jours est une initiative de la mairie d'Agoè-nyivé 3 avec l'appui technique du ministère de la Justice. Elle permettra d'établir les actes de naissances aux personnes sans actes. Au cours de l'audience foraine, les citoyens qui veulent avoir cette pièce d'identité viendront à l'Etat civil de la mairie de ladite commune, accompagnés chacun de deux témoins pour d'éventuelles renseignements. L'audience concerne également ceux qui désirent apporter des rectifications sur leurs naissances, hormis les rectifications au niveau des noms patronymiques ou matrimoniaux qui relèvent



de l'arrêté du ministère de la Justice. Le représentant du ministre de la Justice, Issou Alassani Rachide a fait savoir que l'acte de naissance constitue le premier diplôme d'une personne car « elle consiste à prouver l'existence d'une personne ». Il a indiqué que si une personne n'a pas

d'acte de naissance elle ne pourra pas établir d'autres actes. Le maire de la commune Agoè-nyivé 3, Adonkanu Yawo a invité toutes les personnes qui sont dans le besoin à saisir cette occasion pour se faire établir des actes de naissances.

Avec ATOP/ASA/JK

Portugal

Cristiano Ronaldo a mis tout le monde dans sa poche

De retour en sélection portugaise, Cristiano Ronaldo enchaîne les buts. L'attaquant de 38 ans est en train de reconquérir son pays.



Le phénix CR7 est en train de renaître de ses cendres. De retour avec la sélection portugaise, l'attaquant prouve que malgré ses 38 ans printemps, il peut encore apporter à son pays. Pourtant là-bas, beaucoup ont douté de lui ces derniers mois. Moins performant à Manchester United, où il ne jouait presque plus, le quintuple Ballon d'Or souhaitait se relancer durant le Mondial 2022 au Qatar. Son dernier a priori. Mais les médias lusitaniens se posaient des questions à son sujet et doutaient même qu'il puisse mener l'attaque de la sélection nationale. Gonçalo Ramos avait les faveurs de la presse. Mais c'est bien CR7 qui a débuté le tournoi dans la peau d'un titulaire, soutenu par son ami Fernando Santos.

CR7 a convaincu

Mais ce dernier n'en est plus

un à présent. Durant la Coupe du Monde, ses relations avec la star portugaise se sont détériorées. CR7 n'a pas apprécié d'être déclassé puisqu'il est passé d'un rôle de titulaire (lors des 3 premiers matchs, 1 but sur pénalty) à un rôle de remplaçant avec deux entrées en jeu face à la Suisse et au Maroc. Un manque de respect pour l'ancien joueur de la Juventus. Après l'échec de son pays au Mondial, certains l'imaginaient prendre sa retraite. Mais Cristiano Ronaldo a décidé de poursuivre l'aventure. Il restait à savoir si Roberto Martinez, choisi pour succéder à Fernando Santos, allait le convoquer. Parti en Arabie Saoudite, le joueur d'Al Nassr (9 buts, 2 assists en 9 apparitions) a malgré tout convaincu le coach espagnol. Martinez l'a donc sélectionné pour ce rassemblement du mois de mars. Et on peut dire que le footbal-

leur né en 85 a parfaitement répondu à ses attentes. Il a su se fondre dans le groupe et a accepté le fait que Ricardo Regufe, son manager personnel, ne fasse plus partie de la délégation portugaise. Il a aussi pris la parole face aux médias pour mettre les choses au clair. «Je me sens bien, c'est pour cela que je suis là. Si je n'étais pas bien, je n'aurais pas été convoqué par le Mister. Aujourd'hui je joue en Arabie saoudite, je ne vais pas mentir, ce n'est pas la Premier League, mais c'est un championnat très compétitif, je suis surpris positivement. Les équipes sont très bonnes, les joueurs étrangers apportent une qualité différente, et s'ils continuent comme prévu, ce sera certainement la cinquième ou sixième ligue la plus compétitive au monde dans quelques années. Je suis bien préparé.»

Avec footmercato.net

BANQUE OUEST AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT

CRÉATEURS D'AVENIR

FONDS COMMUN DE TITRISATION DE CREANCES
FCTC BOAD DOLI-P 6,10% 2023-2030

Investir POUR L'AVENIR

TAUX
D'INTÉRÊT

6,10% L'AN

PÉRIODE DE SOUSCRIPTION : DU 20 MARS AU 03 AVRIL 2023 • MONTANT ÉMIS : 150 MILLIARDS DE FCFA • MATURITÉ : 84 MOIS

www.boad-doli-20232030.com

Cette opération a été autorisée par l'Autorité des Marchés
Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine (AMF-UMOA)
sous le n° FCTC/2023-01/CO-01-2023

CÉDANT



ARRANGEUR

BOAD
TITRISATION

CO-CHEFS DE FILE



DÉPOSITAIRE



SOCIÉTÉ DE GESTION

BOAD
TITRISATION